

## Table des matières

<b>Introduction</b>	5
<b>Chapitre 1<sup>er</sup></b>	
<b>Le cadre légal</b>	7
Section 1. – L'exercice en société d'une activité professionnelle	7
Section 2. – La « société civile »	8
Section 3. – L'exercice en société d'une profession libérale	10
Section 4. – Société professionnelle et société de moyens	16
Section 5. – Le choix de la forme	17
<b>Chapitre 2</b>	
<b>Raisons d'être et contraintes</b>	19
Section 1. – L'aspect économique et commercial	19
Section 2. – L'aspect social	22
Section 3. – L'aspect fiscal	25
Section 4. – Les contraintes	25
§ 1 <sup>er</sup> . Le coût de la constitution	25
§ 2. Le respect des lois sur les sociétés	29
§ 3. Le respect des lois comptables	31
§ 4. La responsabilité des fondateurs	33
§ 5. La responsabilité des mandataires	35
§ 6. Le respect des dispositions pénales	42
A. La responsabilité pénale du dirigeant	42
1. Base légale et notion	43
2. Éléments constitutifs	43
a) Auteur de l'infraction	43
b) Élément matériel	44
c) Élément moral	44
3. Sanctions	45
B. La responsabilité pénale de la société	45

## Chapitre 3

**Le régime fiscal des sociétés civiles professionnelles** 51

Section 1. – La comparaison entre les taux de l’I.P.P. et ceux de l’I. soc.	51
§ 1 <sup>er</sup> . Comparaison des taux	51
§ 2. Influence de l’affectation donnée aux bénéficiaires	55
Section 2. – Le régime du transfert	61
§ 1 <sup>er</sup> . Dans le chef du cédant	61
§ 2. Dans le chef du cessionnaire	67
Section 3. – Les plans de pension	73
§ 1 <sup>er</sup> . Le premier pilier	74
§ 2. Le troisième pilier	75
A. L’assurance vie individuelle	75
1. L’assurance vie individuelle « avec avantages fiscaux »	75
2. L’assurance vie individuelle « sans avantages fiscaux »	76
B. L’épargne pension	77
§ 3. Le deuxième pilier	80
A. La pension complémentaire libre pour indépendants	80
B. Les plans de pension pour dirigeants mandataires	86
1. L’engagement individuel de pension	87
2. Les « pensions gratuites »	90
3. Les conventions de complément de pension « autofinancées »	91
4. L’assurance dirigeant d’entreprise	92
5. L’assurance de groupe	92
6. La règle des 80 % et l’article 195 du C.I.R.	95
Section 4. – Autres avantages à caractère fiscal	104
§ 1 <sup>er</sup> . L’octroi d’une rémunération stable	104
§ 2. Les avantages de toute nature et l’octroi de chèques-repas aux dirigeants	104
A. Les avantages de toute nature	104
B. Le cas particulier des chèques-repas alloués aux dirigeants d’entreprise indépendants	110
§ 3. La location d’un immeuble à la société	111
§ 4. La cession des parts de la société	113
§ 5. La constitution d’une réserve d’investissement	114
§ 6. Les intérêts notionnels (« déduction pour capital à risque »)	116
§ 7. Le régime des sociétés en liquidation	117

---

Section 5. – Inconvénients d’ordre fiscal liés à la constitution d’une société	118
§ 1 <sup>er</sup> . Le risque d’un « double contrôle »	118
§ 2. La taxation des « bénéfiques »	119
§ 3. La cotisation spéciale sur commissions secrètes	119
§ 4. La « quote-part de conjoint aidant »	120
§ 5. Le principe d’attraction	120
§ 6. L’abus de droit	121
<b>Conclusion</b>	124
<b>Index</b>	127
<b>Bibliographie</b>	131